

« Le multilatéralisme est le seul moyen d'assurer une paix et une sécurité durables »

A l'invitation du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale des Émirats arabes unis, Cheikh Abdullah bin Zayed Al Nahyan, le ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn s'est exprimé en tant qu'invité d'honneur du 14^e Forum des ambassadeurs des Émirats arabes unis à Abu Dhabi le 4 février 2020. Voici les principaux points de son discours :

1. Multilatéralisme

Aujourd'hui, il y a ceux qui prétendent que le multilatéralisme appartient au passé, et qui essaient de suivre une approche de plus en plus isolationniste ou nationaliste. L'unilatéralisme ne peut cependant pas apporter de réponses aux défis du monde actuel. Un multilatéralisme efficace est absolument nécessaire afin de garantir une paix et une sécurité durables dans le monde.

2. Iran / JCPOA

En 2015, lorsque l'accord nucléaire avec l'Iran a été conclu, après treize ans de négociations, nous avons franchi une étape importante dans la non-prolifération nucléaire et nous étions sur la voie du développement économique. Mais à l'heure actuelle, personne n'obtient du JCPOA ce qu'il espérait. C'est quelque chose que nous devons changer si nous voulons sauver l'accord. Nous devons ouvrir la voie à une diplomatie maximale, incluant tous les acteurs concernés de la région, si nous voulons sortir du cercle vicieux de la pression maximale et de la résistance maximale.

3. Sécurité régionale

Dans les jours qui ont suivi l'assassinat du général Soleimani en Irak, les Émirats arabes unis et l'UE ont appelé au calme, au dialogue et à la désescalade. Certains diront que c'est un appel qu'on lance quand on n'a pas d'influence ou quand on a une voix qui ne compte pas beaucoup. Je ne suis pas de cet avis. Je pense que, venant des bons acteurs, c'est un message puissant qui est pris au sérieux. En 1975, au milieu de la Guerre Froide, les États-Unis, l'Union soviétique, les pays européens et la Turquie ont tous signé les accords de Helsinki dans le but de renforcer la sécurité et la coopération en Europe. Une telle conférence sur la sécurité régionale pourrait-elle être une option pour le Moyen-Orient aujourd'hui ? C'est une question que je laisse volontiers ouverte à la discussion.

4. Processus de paix au Moyen-Orient

La semaine dernière, le président des États-Unis a présenté sa « Vision pour la paix » pour le Moyen-Orient. Nous sommes bien sûr favorables à la relance des discussions et nous sommes ouverts à des propositions nouvelles et créatives pour parvenir à la paix, pour autant qu'elles incluent les deux parties et qu'elles soient pleinement conformes au droit international. On ne peut pas décider du sort d'un peuple quand il n'était même pas présent à la table des négociations.

À mon avis, et c'est aussi la position de l'UE depuis longtemps, la solution des deux États, fondée sur les frontières du 4 juin 1967, est la seule solution durable au conflit israélo-palestinien. Aucune initiative ne doit être utilisée comme prétexte pour commettre de nouvelles violations du droit

international dans le Territoire palestinien occupé, telles que l'annexion de la vallée du Jourdain. La résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies a réaffirmé que la création par Israël de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé n'a aucun fondement en droit et constitue une violation flagrante du droit international et un obstacle majeur à la réalisation de la solution des deux États et à l'instauration d'une paix globale, juste et durable.